

« Culture et politique(s) »

Appel à communications

Les 15, 16 et 17 mars 2007 à Lille (France)

Institut International Erasme - MSH NPdC ¹

Sélection sur résumés à envoyer à : cgp2007@univ-lille3.fr

Date limite de réception : le 15 octobre 2006

Les échanges se feront en anglais²

Comité d'organisation local:

Luc Champarnaud, GREMARS Université Lille3 et Université d'Artois.
Djazia Chebrek, Institut International Erasme MSH Nord-Pas-de-Calais.
Philippe Coulangeon, OSC Sciences-po CNRS.
Marie Ferrazzini, OSC Sciences-po CNRS.
Ionela Roharik, CESTA EHESS CNRS.
Caroline Simon, Institut International Erasme MSH Nord-Pas-de-Calais.

Comité scientifique:

Françoise Benhamou, Université de Rouen et Université Paris 1 (MATISSE).
Xavier Castañer, HEC Paris.
Marie Cornu, CNRS (CECOJI).
Philippe Coulangeon, CNRS (OSC).
Luc Champarnaud, Université d'Artois et Université Lille3 (GREMARS).
Christine Detrez, ENS Lyon.
Olivier Donnat, Ministère de la culture et de la communication, Paris.
Vincent Dubois, IEP de Strasbourg.
Jean-Louis Fabiani, EHESS, CNRS (LAHIC).
Victor Ginsburgh, Université libre de Bruxelles (ECARES).
Hervé Glévarec, CNRS (CLERSÉ).
Tally Katz-Gerro, Université d'Haïfa.
Pierre Mercklé, ENS Lyon.
Dominique Pasquier, EHESS, CNRS (CEMS).
Emmanuel Pedler, EHESS (SHADYC).
Frederick Van der Ploeg, Institut Universitaire Européen de Florence (Centre Robert Schuman) et Université d'Amsterdam.
Kees Van Rees, Université de Tilburg.
David Throsby, Université Macquarie Sydney.

¹ Co-organisé par l'Institut International Erasme MSH Nord-Pas-de-Calais, dans les locaux de la Maison de la Recherche de l'Université Lille3, dans le cadre de l'ACI « Pratiques culturelles et dynamiques des inégalités », avec le concours du GREMARS (Université Lille3) et de l'Observatoire sociologique du changement social OSC (Sciences-Po Paris et CNRS).

² Les résumés pour la sélection du comité scientifique, les présentations orales et leurs supports devront être en anglais. Les textes pourront être en français.



Multiculturalisme, droits d'auteurs, financement des arts, exception culturelle, etc., les questions culturelles sont omniprésentes dans l'agenda politique des sociétés contemporaines. Touchant à des enjeux technologiques, industriels et de cohésion sociale, mais aussi, de plus en plus, de régulation des échanges internationaux, les politiques culturelles dépassent les intérêts sectoriels du monde des arts et de la culture. Les recherches en sciences sociales sur l'art et la culture font d'ailleurs nettement ressortir l'extension des enjeux et la pluralité de leurs dimensions politiques.

Il en va ainsi toutes les fois que la variété des styles de vie et des registres culturels est envisagée comme la dimension symbolique des rapports de classe, ou que l'analyse des échanges internationaux des biens et des services culturels est envisagée sous l'angle des rapports de force entre les nations ou les territoires.

De même, l'analyse des arbitrages collectifs relatifs au financement des arts, des équipements culturels ou des « grands travaux » donne aux économistes un domaine nouveau pour élaborer et pour tester des formes originales d'intervention publique.

D'une manière générale, le monde de l'art et de la culture est perçu par les chercheurs comme un champ d'innovation sociale et organisationnelle qui interroge l'ensemble des secteurs d'activité, notamment au travers des recompositions du rapport au travail à l'œuvre dans ces secteurs.

Le colloque « Culture et politique(s) » se donne ainsi pour objet d'explorer la diversité des relations politique/culture dans une perspective pluridisciplinaire : sociologie, économie, science politique, droit, histoire, anthropologie. Les contributions attendues pourront être de nature théorique ou porter sur la présentation de travaux empiriques. Elles pourront toucher l'ensemble des domaines culturels, qu'ils relèvent de la culture savante ou de la culture de masse, du marché de l'Art ou de l'industrie culturelle et des mass médias.

Cinq axes thématiques structureront l'organisation de ces trois journées, qui donneront lieu à des sessions plénières et à des ateliers parallèles :

Axe 1 : Culture, inégalités et politiques culturelles.

On attend ici des contributions relatives à l'action du politique sur les inégalités d'ordre culturel : inégalités sociales d'accès à la culture, inégalités de traitement des différents registres culturels dans l'action des pouvoirs publics, inégalités liées aux rapports entre culture « savante », culture populaire et culture de masse. On privilégiera notamment les analyses d'impact des politiques publiques de la culture, mais aussi les contributions relatives à la définition et à l'articulation des objectifs de ces politiques, notamment à travers les diverses formes d'instrumentalisation de la culture dans les politiques sociales, les politiques de la ville, etc. .

Axe 2 : Économie de la culture et politiques culturelles.

Les communications proposées dans ce deuxième axe concernent les questions d'économie des politiques publiques dans le domaine culturel. Elles pourront inclure la présentation de travaux de modélisation des choix publics et des décisions d'affectation des ressources dans le domaine culturel, mais aussi des études d'impact de dépenses collectives portant aussi bien sur des études de cas que sur l'effet macro-économique du financement public des arts et de la culture. Les questions liées à la régulation des échanges des biens et des services culturels (marché de l'Art, industries culturelles, production audiovisuelle, etc.), tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, entrent aussi dans les thématiques couvertes par cet axe. On y abordera également les questions liées à la propriété intellectuelle que ce soit pour la gestion des droits d'auteurs, le copyright ou des questions plus spécifiques comme le « droit de suite ».

Axe 3 : Culture, mutations du système productif, mouvement social et action politique.

À travers la thématique du capitalisme « informationnel » ou « cognitif », la dimension culturelle des mutations contemporaines du capitalisme est souvent mise en avant. Plus précisément, le monde de la culture en tant que secteur d'activité est souvent envisagé comme un pivot de la transformation des systèmes productifs (démembrement des structures verticales, développement de la sous-traitance, organisation en réseaux, etc.) ; il est aussi régulièrement considéré comme un vecteur du changement des méthodes de management ou des formes d'emploi (comme en France, dans le cas du statut des intermittents du spectacle). Cette thématique renvoie aussi à la place du monde de l'art et de la culture dans les mobilisations collectives et dans le mouvement social, dans l'action syndicale ou politique. Les travaux présentés dans cet axe illustreront ainsi l'implication du monde des arts et de la culture dans la vie de la cité, dans ses conflits et dans la dynamique du changement social et économique. Elles pourront aussi, *a contrario*, s'intéresser aux formes et aux conséquences de la mise en scène médiatique de la vie et des carrières politiques, qui crée une autre forme d'hybridation entre les mondes de la culture, des médias et de la politique.



Axe 4 : Attitudes politiques et dispositions culturelles.

On fait ici appel à des contributions relatives aux relations entre le registre des attitudes politiques (valeurs, formes d'engagement, votes, etc.) et celui des dispositions culturelles (capital culturel, pratiques culturelles, types de loisirs, dispositions esthétiques). La sociologie de la consommation, des styles de vie et la sociologie des comportements politiques empruntent souvent les mêmes outils conceptuels et s'appuient sur des modèles théoriques assez voisins, sans que le lien entre ces deux registres d'attitudes ne soit pourtant systématiquement établi. Les contributions proposées pourront aussi porter sur les relations entre usages des médias et comportements politiques, sur les conséquences politiques de la démocratisation et/ou de la massification de la culture.

Axe 5 : Culture, médias, politique.

Quels sont les cas où la culture est une dimension du politique ? La sociologie de la réception a proposé une réponse à cette question en disant que la relation des individus aux programmes audiovisuels passe par un décodage des « messages » par les consommateurs et par une activité symétrique d'encodage de la part des producteurs. Elle constitue en cela une expression politique des groupes sociaux, qui se traduit soit par le ralliement, soit par l'indifférence ou le rejet. Cet axe se propose d'accueillir les contributions sur les questions de réception ou de production de ces messages et sur le rôle que jouent les entreprises médiatiques et culturelles dans l'économie de la culture. Cet axe accordera une attention prioritaire aux phénomènes de participation et de « stylisation » qui caractérisent les biens culturels (en musique, à la télévision, au cinéma, dans les vidéos, dans la presse, sur l'Internet, etc.).

